

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 10/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

C LOG

z.a.c. de la Costardais
22690 Pleudihen-Sur-Rance

Références : 2025.015
Code AIOT : 0005507850

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement C LOG implanté z.a.c. de la Costardais 22690 Pleudihen-sur-Rance. L'inspection a été annoncée le 10/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspections de l'inspection. Il concerne les suites de la précédente inspection réalisée le 14 novembre 2017 et porte sur les thématiques principales suivantes :

- Moyens de lutte contre l'incendie;
- Confinement des eaux en cas d'incendie;
- Entretien et maintenance des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- C LOG
- z.a.c. de la Costardais 22690 Pleudihen-sur-Rance
- Code AIOT : 0005507850
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société C-LOG exploite une plateforme logistique implantée dans la zone industrielle de la Costardais sur la commune de Pleudihen-sur-Rance. Les activités réalisées sur le site sont la réception, le stockage, la préparation et l'expédition de commandes de produits textiles. L'entrepôt dispose d'un volume de 207 900 m³, répartis en 3 cellules (avec mezzanines) représentant une surface totale au sol de 16 500 m² pour un stockage d'une quantité de 640 tonnes de matières combustibles. Le site comprend également un stockage de 2 citernes de propane d'une quantité totale de 7,2 tonnes. L'établissement emploie un effectif d'environ 95 personnes (auquel s'ajoute du personnel intérimaire). Le site est autorisé par un arrêté préfectoral du 9 novembre 2009, les installations sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts.

Dans le cadre de la visite, l'exploitant a remis à l'inspecteur un mémoire en réponse aux observations de la précédente inspection réalisée le 14 novembre 2017. Le présent rapport tient compte des éléments fournis.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées pour l'environnement et des changements réglementaires relatif au stockage des liquides inflammables, la société C-LOG sollicite le bénéfice des droits acquis.

Le classement du site au regard de la nomenclature des installations classées est le suivant :

| Rubrique | Libellé | Volume d'activité | Régime |
|----------|---|--|--------|
| 1510.2b | <p>« Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) [...]</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³</p> | <p>Volume de l'entrepôt: 207 900 m³ Stockage de 640 tonnes de matières combustibles</p> | E |
| 4718.2b | Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) | 2 citernes de propane de volume unitaire 3,6 tonnes soit 7,2 | DC |

| | | | |
|--|--|--|--|
| | 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel [...] | 3,6 tonnes soit 7,2 tonnes au total | |
|--|--|--|--|

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | ETAT DES MATIERES STOCKEES | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 2 | PLAN DE DEFENSE INCENDIE | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23 de l'annexe II | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 3 | CONFINEMENT DES EAUX D'INCENDIE | Arrêté Préfectoral du 09/11/2009, article 7.6.6 | Mise en demeure, respect de prescription | 12 mois |
| 4 | MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE | Arrêté Préfectoral du 09/11/2009, article 7.6.3 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 6 | TRAVAUX PAR POINT CHAUD | Arrêté Préfectoral du 09/11/2009, article 7.4.6 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 7 | PROTECTION CONTRE LA Foudre | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 15 de l'annexe II | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 10 | ACCES DES ENGINS DE SECOURS | Arrêté Préfectoral du 09/11/2009, article 9.4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------|---|-------------------|
| 5 | INSTALLATIONS ELECTRIQUES | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 15 de l'annexe II | Sans objet |
| 8 | DESENFUMAGE | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 5 de l'annexe II | Sans objet |
| 9 | COMPARTIMENTAGE | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 6 de l'annexe II | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------|--|-------------------|
| 11 | STOCKAGES EXTERIEURS | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2. | Sans objet |
| 12 | GESTION DES DECHETS | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.7.3 fe l'annexe II | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis lors de ce contrôle conduisent l'inspection des installations classées à proposer à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions relatives à la quantité de matières combustibles stockées, aux modalités de confinement des eaux en cas d'incendie ainsi qu'à la disponibilité de la réserve incendie située à l'extérieur du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : ETAT DES MATIERES STOCKEES

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du Préfet, des services d'incendie de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du Préfet à cette fin.</p> |

| |
|--|
| <p>L'état des matières stockées est mis à jour, a minima, de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées par l'intermédiaire d'un logiciel de gestion des stocks lui permettant de connaître, en temps réel, la quantité stockée dans les 3 cellules. L'inspection a constaté que la quantité de matières combustibles stockées le jour de l'inspection était de 850,91 tonnes, soit plus de 210 tonnes supplémentaires par rapport à la quantité figurant dans l'arrêté préfectoral. Le dépassement de la quantité autorisée étant susceptible d'avoir une incidence sur la maîtrise des risques et considérant que l'installation doit être exploitée conformément au dossier d'autorisation,</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la quantité autorisée telle qu'indiquée dans l'arrêté préfectoral (640 tonnes) ou, le cas échéant, de transmettre à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance relatif à cette modification de la capacité de stockage. Ce dossier devra justifier de la maîtrise des risques associés à la capacité de stockage, en modélisant notamment les effets thermiques en cas d'incendie.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

N° 2 : PLAN DE DEFENSE INCENDIE

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23 de l'annexe II</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.[...]. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un plan de défense incendie formalisé (sous la forme d'un dossier numérique). Il a été constaté que le plan a fait l'objet d'une mise à jour en janvier 2024. Le dossier comporte les schémas d'alarme et d'alerte, la définition des rôles et des moyens ainsi que les conduites à tenir en cas d'incendie. Le dossier comprend une partie relative au plan de formation du personnel et à la périodicité du recyclage des compétences. L'exploitant indique que le dernier exercice d'évacuation, dont le compte-rendu a été rédigé et présenté à l'inspection, a été organisé le 27 septembre 2024. L'inspection rappelle que l'évacuation du personnel est une composante de l'exercice mais que l'exercice de défense incendie ne doit pas</p> |

| |
|---|
| <p>uniquement tester l'évacuation. Un exercice de défense incendie est un exercice dans lequel l'exploitant teste également les moyens de détection et de défense (dont les dispositifs d'asservissement), les mesures d'alertes et d'information (dont l'état des stocks) afin de s'assurer du caractère opérationnel de ces dispositifs.</p> <p>Le plan de défense incendie n'a pas été transmis au SDIS.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour au service départemental d'incendie et de secours.</p> <p>Dans le cadre de la réalisation des exercices, tester l'ensemble des composantes du plan de défense incendie et pas uniquement l'évacuation du personnel.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 3 : CONFINEMENT DES EAUX D'INCENDIE

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2009, article 7.6.6</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de rétention</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement d'une capacité minimum de 2170 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.11 du présent arrêté. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, est collecté dans le même bassin de confinement d'une capacité minimum de 2170 m3 équipé d'un déversoir d'orage placé en tête.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser en 2020 une étude relative au dimensionnement de ses besoins en eau et au dimensionnement du volume nécessaire de rétention des eaux en cas d'incendie (calculs suivant les règles D9 et D9A). Cette étude conclut que le site ne dispose pas d'un volume suffisant pour recueillir l'ensemble des eaux en cas de sinistre. L'exploitant a sollicité, en 2023, un bureau d'étude afin d'identifier les solutions possibles. L'étude conclut que la solution la plus optimale est l'utilisation du bassin de rétention situé au Nord du site (pour rappel, cette solution est celle figurant dans le dossier d'autorisation et dans l'arrêté préfectoral) dont la communauté d'agglomération est propriétaire, en complément avec les capacités de rétention internes au bâtiment.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que la végétation se développe au fond bassin de rétention et que les abords ne sont pas entretenus. Le caractère étanche de l'ouvrage n'est pas confirmé. Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (novembre 2008) fait état d'une</p> |

vanne de fermeture en aval. Celle-ci n'a pas pu être visualisée lors de la visite d'inspection. L'étude de rétention fournie par l'exploitant (20/02/2023) conclut à la nécessité d'imperméabiliser le bassin et à la création d'une vanne guillotine en aval du bassin. En cas de sinistre, la fermeture de la vanne de confinement ne peut se faire qu'avec l'intervention du personnel de la communauté d'agglomération, ce qui peut constituer un frein en terme de réactivité. Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant d'établir une procédure pour faire intervenir la communauté d'agglomération pour le confinement des eaux (numéro d'urgence/astreinte, emplacement de la vanne, etc). Cette procédure n'est pas définie.

En janvier 2024, l'exploitant a sollicité l'EPCI sur la problématique du confinement des eaux en cas de sinistre. Par courrier du 10 octobre 2024, la communauté d'agglomération indique qu'une cession de l'ouvrage à l'exploitant est envisagée après la réalisation d'une étude de gestion des eaux pluviales et des capacités de rétentions sur la zone d'activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Définir les mesures techniques et organisationnelles permettant de justifier le confinement effectif des eaux en cas de sinistre conformément à l'arrêté préfectoral;

Procéder à l'entretien du bassin et justifier de son étanchéité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2009, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 1100 m³ . Cette réserve doit être accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie et disposer d'aires de stationnement permettant la mise en aspiration d'au moins deux engins incendie.
- un réseau fixe d'eau incendie alimenté par le réseau public. Ce réseau comprend 2 poteaux incendie capable de fournir aux poteaux un débit total simultané de 120 m³/h .
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets;
- des robinets d'incendie armés.
- un système d'extinction automatique d'incendie ; Ce système d'extinction automatique est alimenté par deux réservoirs d'eau d'un volume unitaire égal à 750 m³ équipé de deux

motopompes dont une en secours.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité du groupe de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.

Le groupe de pompage est spécifique au réseau incendie. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Constats :

La visite a mis en évidence la présence d'extincteurs mobiles et de robinets d'incendie armés répartis dans les cellules de l'entrepôt. Par sondage, l'inspection a vérifié que les équipements font l'objet d'un contrôle périodique (vu le RIA n°13 contrôlé le 04/03/2024). La traçabilité des vérifications est enregistrée dans le registre de sécurité incendie (registre présenté à l'inspection). Le site dispose de 2 réserves pour le sprinklage des cellules d'un volume unitaire de 750 m³ (soit 1500 m³). Le groupe motopompe fait l'objet d'essais hebdomadaires par l'équipe de maintenance. Le cahier de suivi des essais a été présenté (dernier essai le 17/10/2024). L'installation d'extinction automatique fait l'objet d'un contrôle semestriel (réalisé le 28/02/2024 et 03/07/2024).

Le dernier rapport de contrôle de débit des poteaux incendie (rapport du 15/05/2023) a été transmis à l'inspection. Le rapport porte sur le contrôle de 5 poteaux implantés dans la zone d'activité, à proximité de l'entrepôt. L'inspection fait remarquer que seuls les poteaux situés à moins de 100 m peuvent être considérés en tant que ressource disponible pour l'entrepôt (poteaux n° 67 et n°68). Le rapport indique que ces poteaux sont conformes pour délivrer un débit de 60 m³ par heure. Cependant, le rapport ne précise pas si les poteaux sont capables de fournir un débit total en simultané de 120 m³/h comme exigé par l'arrêté préfectoral.

Une réserve d'eau est implantée à l'extérieur de l'entrepôt sur la zone d'activité, de l'autre côté de la route, à une vingtaine de mètres à l'Est des limites du site. Cette réserve est munie de prises d'aspiration à l'usage des services d'incendie et de secours. Un stationnement est prévu devant le portail de ce bassin, un panneau mentionne l'interdiction de stationner. Un panneau indique un volume de la réserve de 960 m³.

L'inspection constate que le bassin n'est pas entretenu (développement de la végétation, l'accès aux prises d'aspiration est encombré par la végétation). Il est constaté une certaine hauteur d'eau au fond du bassin mais le volume disponible semble inférieur au volume prévu par l'arrêté préfectoral (1100 m³). Après vérification sur le site Géoportail, le bassin présente une surface d'environ 600 m². Afin de garantir le volume de 1100 m³, prévu par l'arrêté préfectoral, il devrait donc être maintenu une hauteur d'eau supérieure à 1,80 m, ce qui ne semble pas être le cas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Vérifier et justifier le volume disponible de la réserve d'eau;

Assurer une disponibilité opérationnelle permanente de cette réserve conformément à l'arrêté préfectoral;

Justifier que les 2 poteaux incendie peuvent délivrer un débit total simultané de 120 m³ / h;

Recueillir l'avis du SDIS sur la réserve d'eau et son accessibilité pour permettre la mise en aspiration d'au moins deux engins incendie.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 5 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 15 de l'annexe II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et maintenance |
| Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. [...] |
| Constats : La visite a mis en évidence que l'exploitant procède à la vérification périodique de ses installations électriques. Le dernier rapport en date du 29 novembre 2023, ainsi que les certificats Q18 et Q19, ont été remis à l'inspection. Le Q18 confirme la réalisation d'une vérification complète de l'installation électrique et conclut que celle-ci ne peut pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion. Aucune non-conformité n'a été identifiée. Toutefois, le rapport de vérification fait part de 8 observations dont 4 nouvelles depuis la précédente vérification du 25 novembre 2022. Le contrôle réalisé par thermographie infrarouge ne révèle aucune anomalie sur les matériels et appareillages contrôlés. L'exploitant a présenté un fichier informatique lui permettant d'assurer le suivi des vérifications périodiques. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Lever les observations figurant dans le rapports de vérification périodique. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : TRAVAUX PAR POINT CHAUD

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2009, article 7.4.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu |
| Prescription contrôlée : Le permis rappelle notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les motivations ayant conduit à sa délivrance, - la durée de validité, - le type de matériel pouvant être utilisé, - les mesures de prévention à prendre, notamment les véhicules d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, - les moyens de protection à mettre en oeuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, |
| Constats : |

| |
|--|
| <p>L'inspection constate que l'exploitant procède à la délivrance des permis de feu à l'occasion de la réalisation de travaux par point chaud. L'exploitant indique privilégier l'utilisation d'outils de type scie sabre pour réaliser les travaux de découpe et éviter la projection de particules incandescentes. L'inspection souligne qu'il s'agit d'une bonne pratique en terme de prévention des risques d'accident. Par sondage, l'inspection a consulté un permis de feu délivré le 28/05/2024 pour la réalisation d'une opération de soudage au chalumeau dans le serveur du hall 3. Le document comporte les signatures de la personne chargée de la sécurité ainsi que celle du salarié de l'entreprise extérieure chargé de l'intervention. Le nom du donneur d'ordre (responsable maintenance-bâtiment) figure sur le document mais sa signature n'a pas été apposée. Sur le document, l'inspection constate qu'à la mention « <i>une ronde de sécurité est nécessaire</i> », la case « <i>non</i> » a été cochée. L'inspection considère qu'une surveillance après travaux (ronde de sécurité) doit systématiquement être organisée dans le local où les travaux ont été réalisés ainsi que dans les locaux adjacents. Cette vérification, après opération par point chaud, doit être réalisée par l'exploitant dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risque. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Organiser la surveillance effective et systématique des lieux de travail après la réalisation de travaux par point chaud et tracer cette surveillance dans le permis de feu. Veiller à ce que la signature du donneur d'ordre figure systématiquement sur le permis de feu. En l'absence de signature du donneur d'ordre, l'opération ne doit pas être réalisée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 7 : PROTECTION CONTRE LA Foudre

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 15 de l'annexe II</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Installation</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser une analyse du risque foudre (ARF) par un bureau d'étude extérieur (rapport du 25 octobre 2018) afin d'évaluer les risques et déterminer les niveaux de protection à mettre en œuvre. A la suite de cette analyse, les protections contre les effets directs et indirects ont été installées. L'exploitant a remis une attestation d'installation en conformité en date du 3 octobre 2019. Les installations de protections contre la foudre font l'objet d'une vérification périodique. L'exploitant a fourni à l'inspection le dernier rapport de vérification en date du 16 octobre 2023. Le rapport comprend une observation relative à l'absence de liaison équipotentielle entre la canalisation de sprinklage et les 2 cuves de propane.</p> |

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Justifier la levée de l'observation (liaison équipotentielle entre la canalisation de sprinklage et les 2 cuves de propane). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 8 : DESENFUMAGE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 5 de l'annexe II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage |
| Prescription contrôlée : [...] Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. [...] La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.[...] |
| Constats : Les halls sont divisés en cantons et équipés des dispositifs d'évacuation des fumées et gaz. La visite a mis en évidence que les commandes de désenfumage sont positionnées au niveau des accès de chaque hall. L'installation de désenfumage fait l'objet d'un contrôle périodique. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : COMPARTIMENTAGE

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 6 de l'annexe II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Fermeture des portes automatiques |
| Prescription contrôlée : L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. [...] Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. [...] Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C [...] |
| Constats : Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de procéder à un test de la fermeture automatique de la porte 04 (de degré de résistance au feu REI 120). Le dispositif de fermeture |

automatique a correctement fonctionné, la porte n'a été gênée par aucun obstacle. L'inspection a constaté la présence d'une pastille justifiant le contrôle annuel de la porte automatique par une entreprise extérieure (contrôle effectué en avril 2024).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : ACCES DES ENGINS DE SECOURS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2009, article 9.4

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité

Prescription contrôlée :

L'entrepôt doit être en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'entrepôt (à l'exception de la partie située à proximité immédiate des deux réserves de 750 m³ de sprinklage). Cette voie doit permettre l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins. A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'entrepôt doivent pouvoir stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe à l'entrepôt tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt.

Constats :

La visite a mis en évidence l'aménagement d'une voie permettant l'intervention des engins de secours. Cette voie, implantée en partie au nord et ouest du site, respecte les caractéristiques de l'arrêté ministériel. Elle ne permet pas de circuler sur la périphérie complète du site mais la visite a mis en évidence un accès aménagé en partie du Sud du site, pour lequel l'exploitant a matérialisé l'interdiction de stationner afin maintenir un accès permanent (chaîne + panneau « Accès Pompiers »).

Dans son mémoire en réponse aux constats de la précédente inspection, l'exploitant indique respecter le point 3.2 de l'arrêté ministériel qui dispose que "*en cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité*". Il justifie que la largeur de la voie engin, en partie ouest du site, est de 20 mètres. Lors de la précédente inspection, l'avis du SDIS sur les conditions d'accessibilité des engins de secours a été demandé. Cet avis n'a pas été transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : STOCKAGES EXTERIEURS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2.

Thème(s) : Risques accidentels, Distance d'éloignement

Prescription contrôlée :

| |
|---|
| <p>Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10m. Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs; - ou, si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie. [...]. <p>Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8kW/m² en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt.[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La visite a mis en évidence la présence d'un stockage extérieur de balles de déchets de cartons (volume unitaire de 500 kg), à l'extérieur, en partie ouest du site. Ce stockage est implanté à moins de 10 mètres des parois de l'entrepôt. Environ 4 tonnes étaient présentes le jour de la visite. L'inspection a constaté que les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique, installé sur la paroi externe, ce qui permet de réduire la distance d'éloignement. L'inspection rappelle que cette distance ne peut être inférieure à 1 mètre des parois.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Justifier que les balles de cartons sont stockées à une distance minimale d'1 mètre des parois externes de l'entrepôt.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 12 : GESTION DES DECHETS

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.7.3 fe l'annexe II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités. Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection un extrait du registre des déchets conforme aux dispositions de l'article R541-43 du code de l'environnement. Celui-ci fait figurer les quantités de déchets générés par son activité ainsi que les informations du bordereau de suivi des déchets.</p> |

| |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|